

Lundestad, Geir. *America, Scandinavia, and the Cold War, 1945-1949*. New York. Columbia University Press, 1980, 444 p.

Denise Artaud

Volume 13, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701325ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701325ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Artaud, D. (1982). Compte rendu de [Lundestad, Geir. *America, Scandinavia, and the Cold War, 1945-1949*. New York. Columbia University Press, 1980, 444 p.] *Études internationales*, 13(1), 185–186. <https://doi.org/10.7202/701325ar>

née au Paraguay par le Général Higinio Morínogo.

Plusieurs auteurs récents d'orientations théoriques très diverses, tels Michael Lipton¹ et les « dépendentistes marxistes »², affirment que dans le monde contemporain, l'opposition fondamentale n'est plus tellement entre pays riches et pauvres, mais entre strates sociales dont les occupations sont devenues très internationales. Des considérations de ce type sont trop absentes du livre de Grow. Certes, cela impliquerait d'exiger des études de relations internationales plus que ce qu'elles ont prétendu réaliser traditionnellement. Peut-être, mais il n'en reste pas moins que ce livre aurait beaucoup gagné à traiter, ne serait-ce que marginalement, de ce type de problème.

José HAVET

*Institut de coopération internationale
Université d'Ottawa*

LUNDESTAD, Geir, *America, Scandinavia, and the Cold War, 1945-1949*. New York, Columbia University Press 1980, 444 p.

L'historiographie américaine est particulièrement prolixe sur les origines et les débuts de la guerre froide (1945-1949), et les controverses à ce sujet sont vives entre traditionalistes, révisionnistes, et néo-révisionnistes. Le débat porte sur trois points majeurs : quel est le « vilain », l'URSS ou les États-Unis ? Y a-t-il eu un revirement brutal de la politique américaine après la mort du président Roosevelt, ou au contraire en 1947 au moment de l'adoption de la Doctrine Truman et du Plan Marshall ? Les motivations, du côté américain, sont-elles essentiellement économiques (pressions des milieux d'affaires et volonté de

la part du gouvernement de faire respecter la « porte ouverte ») ? Enfin l'engagement américain est-il dès les années 1945-1949 global, ou beaucoup plus limité, avec des zones d'intérêts privilégiés ?

Dans son chapitre introductif, Geir Lundestad, professeur à l'Université de Tromsø en Norvège, donne un état de la question documenté et fort utile pour ceux qui veulent se familiariser avec cette controverse foisonnante. Puis, à partir de ces prémisses, notre auteur a voulu apporter sa contribution personnelle à cette controverse, en analysant, à l'aide de sources américaines abondantes, la politique américaine à l'égard de la Scandinavie de 1945 à 1949. Chemin faisant, il s'attache à montrer en quoi ce cas précis peut étayer les thèses des différentes écoles historiques américaines, en particulier sur la question de la continuité de la politique américaine, et sur celle de son caractère limité ou global.

De 1945 à 1947, indéniablement la politique américaine reste très fluide, et Washington porte un intérêt somme toute limité aux trois pays scandinaves (Suède, Norvège et Danemark). Du point de vue stratégique et économique, ces pays font encore partie de la sphère d'influence britannique. Les initiatives soviétiques (occupation de Bornholm, revendications sur le Spitzberg) inquiètent, certes, mais elles ne déclenchent pas de riposte bien énergique outre-Atlantique. On y serait encore prêt à un partage d'influence, le Groenland et l'Islande aux États-Unis ; le Spitzberg à l'Union soviétique. Assurément, les États-Unis et la Grande Bretagne n'ont pas toujours apprécié (c'est un euphémisme) l'attitude du premier secrétaire général des Nations Unies, Trigve Lie (ex-ministre des Affaires étrangères norvégien) ni les votes de la délégation norvégienne à l'Assemblée Générale. Mais la guerre froide n'en est qu'à ses débuts ; le gouvernement américain estime que malgré leurs liens économiques avec l'Union soviétique, les pays scandinaves « ont le cœur du bon côté ». En un mot, il se satisfait d'un soutien limité.

Les choses commencent à changer avec le plan Marshall. Le flou n'est plus permis. Il faut accepter ou refuser la proposition améri-

1. Voir en particulier Michael LIPTON, *Why Poor People Stay Poor. Urban Bias in World Development*, Cambridge, Mass., E.U., Harvard University Press, 1977, p. 407.

2. L'expression est de Ronald CHILCOTE. Voir, par exemple, son article « A Question of Dependency », *Latin American Research Review*, vol XIII, no. 2, 1978, pp. 55-68.

caine, et son corollaire, la marche à l'intégration américaine sous la houlette américaine (le directeur de l'E.C.A. est un Américain). Après bien des tergiversations, et parce que le risque d'être privé de la manne est sérieux, les trois pays scandinaves ont accepté le plan Marshall, mais ils n'en ont pas moins continué à commercer avec l'Union soviétique. Les ponts ne sont pas coupés avec l'Est.

C'est donc l'élaboration de l'Alliance Atlantique (à laquelle Lunderstad consacre près de la moitié de son livre) qui pousse aux choix décisifs. À Washington on a tergiversé de longs mois entre un rattachement assez lâche des pays scandinaves à l'Alliance atlantique et leur entrée à part entière dans le système. La deuxième solution l'emporte finalement parce que ses adversaires (Bohlen et Kennan) sont momentanément éloignés des centres de décision, et surtout parce que les considérations stratégiques prennent une importance croissante. Il faut être en mesure de contrôler l'espace aérien polaire dans l'éventualité d'une guerre atomique. Le contrôle des détroits baltes n'est pas moins essentiel pour les marines américaine et britannique.

Du côté scandinave les hésitations n'ont pas été moindres. Du printemps 1948 au printemps 1949, la Suède cherche à mettre sur pied un pacte à trois (Suède, Danemark, Norvège) dont les signataires proclameraient leur neutralité, ou n'auraient que des liens assez lâches avec le système atlantique.

Dans toute cette affaire, la Norvège a joué un rôle clé. D'abord, parce que les rumeurs selon lesquelles l'Union soviétique s'apprêtait à lui proposer un pacte sur le modèle finlandais, ont précipité à Washington l'étude du projet atlantique. Ensuite et surtout, parce que le gouvernement norvégien a fait échouer en 1949 le projet de pacte à Trois et entraîné ainsi l'adhésion du Danemark, et par ricochet celle du Groenland et de l'Islande. Seule la Suède reste donc en dehors du système atlantique en 1949.

Quelles sont au terme de ce long récit (parfois trop long et trop minutieux) les conclusions de Lunderstad? D'abord le « gradualisme ». Il a fallu quatre ans pour que les États-Unis délimitent pas à pas leur sphère d'in-

fluence en Europe, et y définissent leurs moyens d'action. Ce qui revient à renvoyer dos à dos les traditionalistes, pour qui tout commence en 1947, et les révisionnistes, selon lesquels dès 1945 le gouvernement américain fomenta délibérément la guerre froide.

Ensuite et surtout, il apparaît que les moyens d'action du gouvernement américain sont limités. Contrairement à ce qui ressort trop souvent des études consacrées à cette question, les États-Unis ne sont pas dépeints comme la puissance responsable de tout bien ou de tout mal. Leur rapidité de décision est entravée par les luttes d'influence au sein de la bureaucratie (les débats sur l'Alliance Atlantique sont à cet égard très éclairants) et l'aide au titre du plan Marshall n'a pas été semblait-il un moyen de pression bien efficace (Sans doute vaudrait-il mieux rechercher quelle a été l'influence personnelle et en quelque sorte, au coup par coup, des nombreux fonctionnaires américains qui arrivent en Europe dans le sillage du plan Marshall). Enfin, en 1949, la menace de restreindre le soutien militaire aux pays qui n'adhéreraient pas au Pacte atlantique n'a pas suffi à convaincre la Norvège à entrer dans le système. Comme le montre bien Lunderstad, la décision d'Oslo, comme celle de Copenhague et de Stockholm, s'expliquent par des facteurs historiques, stratégiques économiques et politiques qui leur sont propres.

Et c'est pourquoi, au bout du compte, l'ouvrage de Lunderstad est particulièrement intéressant. Il sort la recherche des schémas tout faits sur la magnanimité ou, *a contrario*, sur la culpabilité américaine, sur la toute puissance des structures économiques ou militaires. Non que ces facteurs n'existent pas, mais ils doivent être remis à leur juste place.

En n'étudiant qu'une portion limitée de l'Europe, Lunderstad a porté sur la politique américaine un jugement certes limité, mais sans doute plus solide. Son livre est un encouragement à tous ceux qui hors des États-Unis cherchent à étudier l'histoire américaine sans passion et sans *a priori*.

Denise ARTAUD